

IREEP
Cotonou, Bénin
22 Octobre 2014

Communiqué de Presse

Les citoyens désapprouvent la gestion locale et demandent à jouer un rôle de contrôle citoyen

Selon la plus récente enquête d'Afrobaromètre au Bénin, pour au moins six citoyens sur dix, les autorités communales et municipales n'informent pas sur le programme d'action du conseil (63%) et sur le budget du conseil (69%). Tout de même, ils ne garantissent pas, que les ressources sont utilisées à des fins publics et non privés (71%), et ne permettent pas aux gens de participer à la prise de décision du conseil (75%).

Selon cette même source, pour les citoyens béninois, les prestations des autorités locales ne sont pas bonne en ce qui concerne l'entretien des routes, les marchés locaux, et le maintien de la propreté au sein de la communauté. Par ailleurs, pour la majorité des Béninois, ce sont les électeurs qui doivent s'assurer qu'une fois élus, les autorités communales et municipales font leur travail.

Ces données sont publiées à un moment où le mandat des autorités municipales et communales est achevé et que la Commission Électorale Nationale Autonome (CENA) se prépare activement à organiser les élections communales et municipales.

Résultats clés

- Au moins deux Béninois sur trois désapprouvent les prestations des autorités locales dans l'entretien des routes locales (75%), des marchés locaux (68%), et de la propreté de la communauté (69%) (Figure 1).
- La gouvernance locale a été diversement appréciée entre 2008 et 2014. La proportion de ceux qui trouvent que les autorités locales ne garantissent pas, que les ressources sont utilisées à des fins publics et non privés a diminué de 10 points de pourcentages, passant de 81% en 2008 à 71% en 2014. Par contre, la proportion de ceux qui trouvent que les autorités locales ne permettent pas aux gens de participer à la prise de décision du conseil est passé de 73% en 2008 à 75% en 2014 (Figure 2).
- De plus en plus, la plupart des citoyens trouvent que certains ou la plupart des conseillers communaux et municipaux sont corrompus (Figure 3). Par ailleurs, on constate qu'en 2014, la majorité des Béninois (55%) trouvent qu'ils doivent jouer un rôle de contrôle citoyen, toutefois leur proportion a diminué dans la temps (Figure 4).

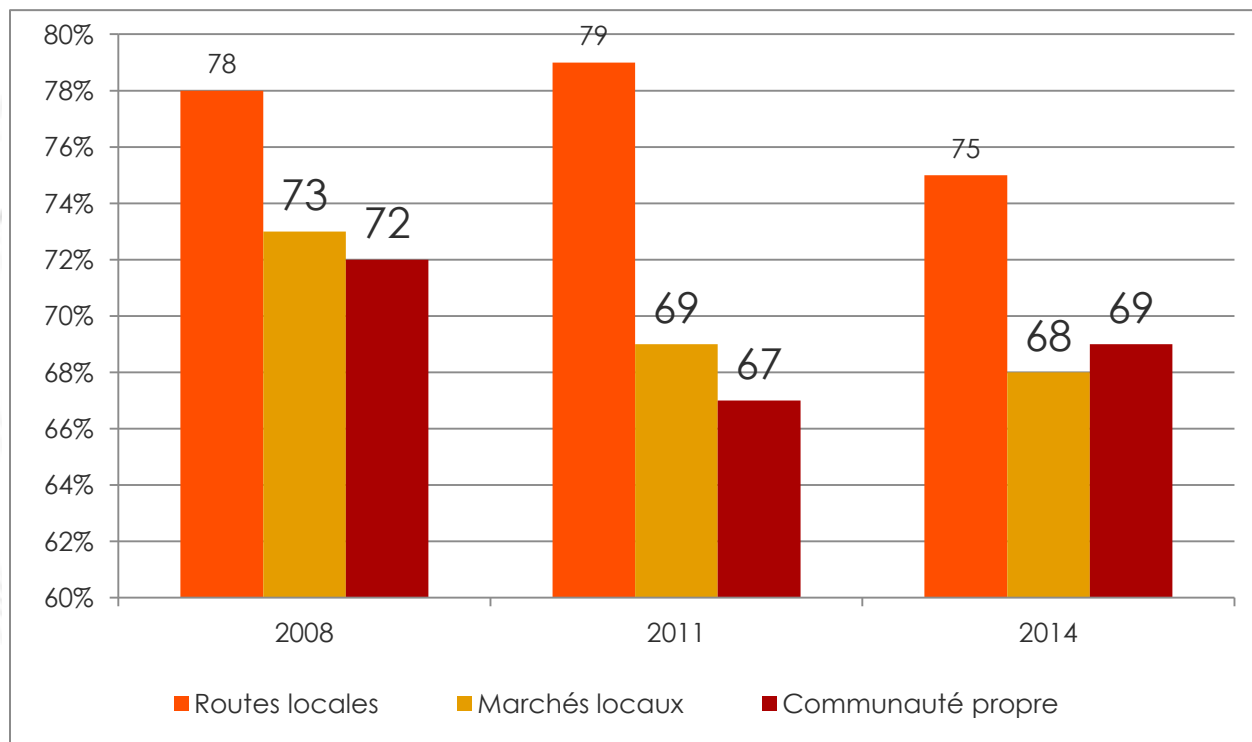
Afrobaromètre

Afrobaromètre est un réseau de recherche non partisane qui mène des enquêtes d'opinion publique sur la démocratie, la gouvernance, les conditions économiques, et d'autres questions connexes dans plus de 30 pays en Afrique. Cinq séries d'enquêtes ont été réalisées entre 1999 et 2013, et les enquêtes de la Série 6 sont actuellement en cours (2014-2015). Afrobaromètre mène des entretiens face-à-face dans la langue du répondant avec des échantillons représentatifs à l'échelle nationale de 1.200 à 2.400 répondants.

L'équipe Afrobaromètre au Bénin, dirigé par l'Institut de Recherche Empirique en Economie Politique (IREEP), a interviewé 1.200 adultes Béninois en Mai-Juin 2014. Un échantillon de cette taille donne des résultats avec une marge d'erreur de +/- 3% à un niveau de confiance de 95%. Les enquêtes précédentes ont été menées au Bénin en 2005, 2008, et 2011.

Figures

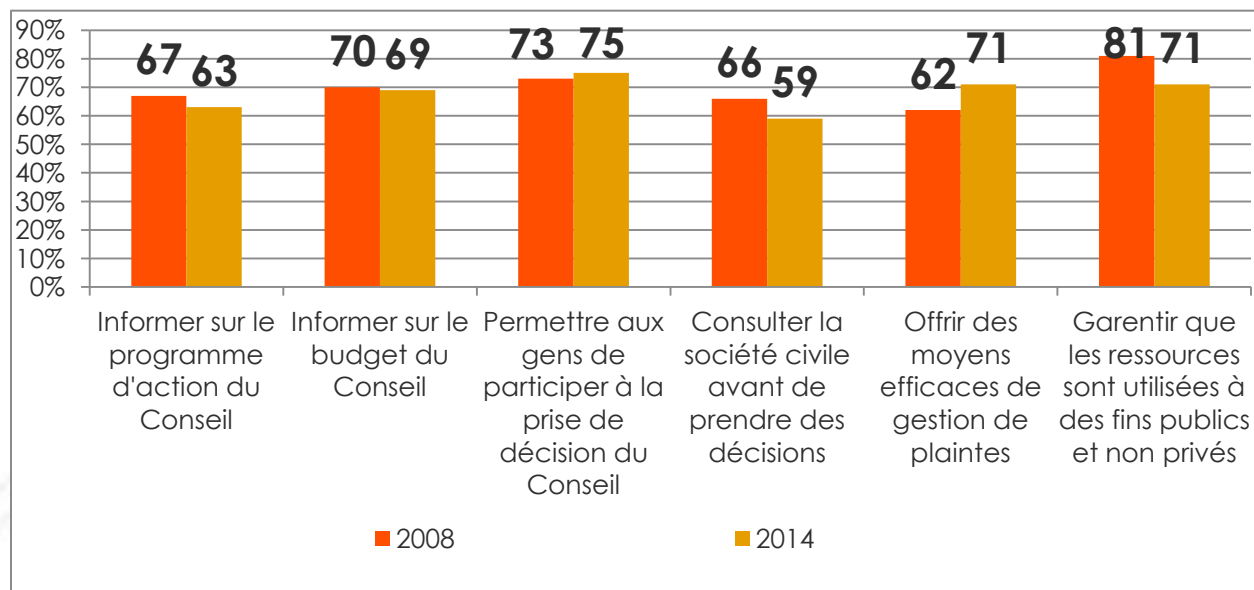
Figure 1: Critique des prestations communales/municipales



Questions posées aux répondants: Qualifier la manière, bonne ou mauvaise, dont votre conseil municipal ou communal répond aux préoccupations suivantes, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer :

- I. Entretien des routes locales
 - II. Entretien des places de marchés locaux
 - III. Maintenir propre notre communauté, par exemple en faisant ramasser nos ordures
- (% qui ont répondu « mal » ou « plutôt mal »)

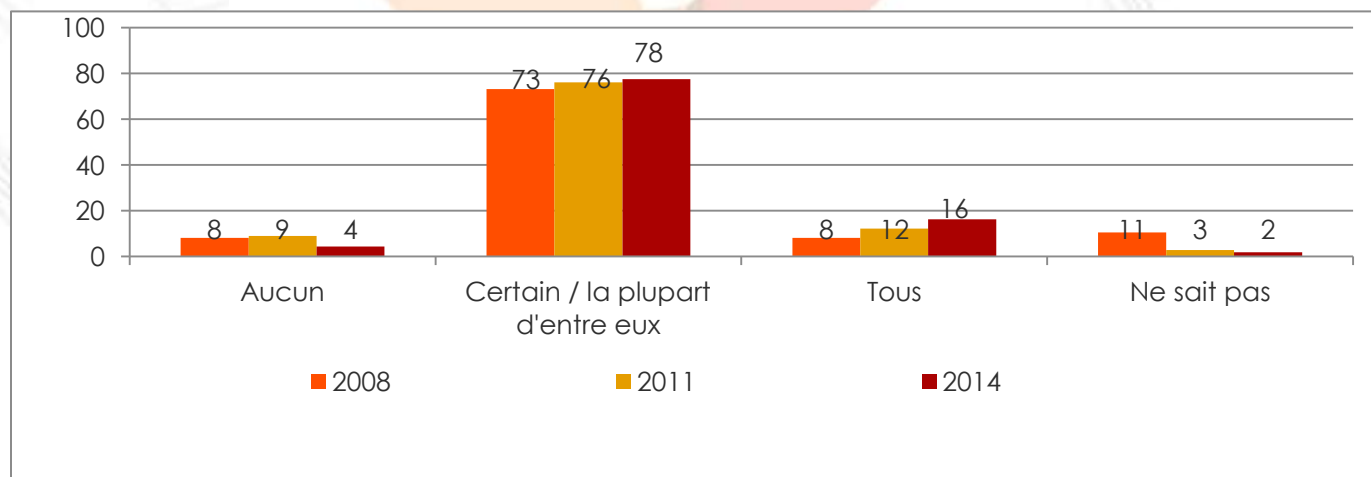
Figure 2: Comparaison de la gouvernance locale entre 2008 et 2014



Questions posées aux répondants : *Comment pensez-vous que votre conseil municipal/communal met en pratique les actions suivantes, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer :*

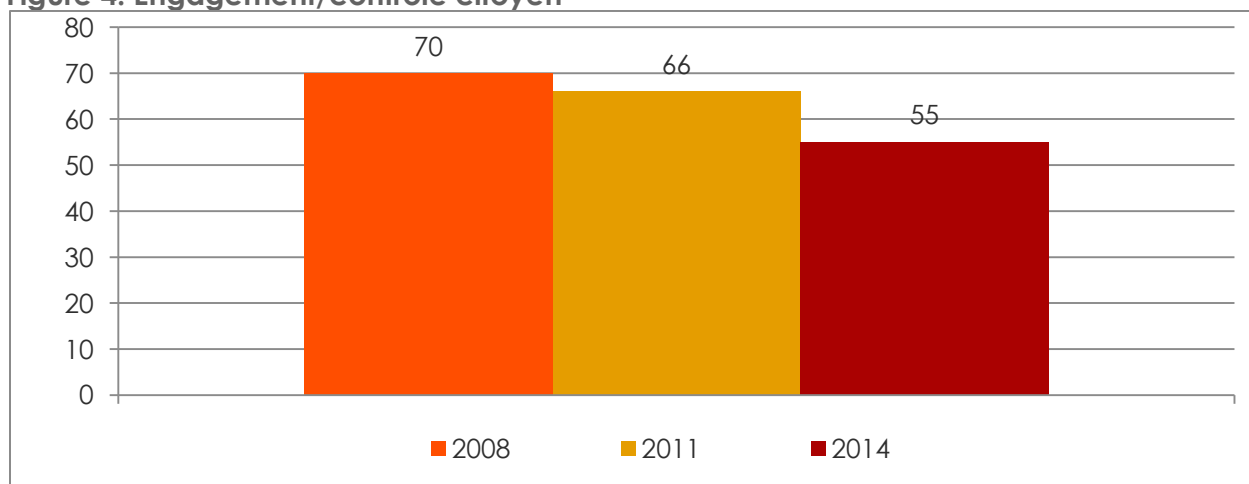
- I. *Informar les populations sur le programme d'action du conseil*
 - II. *Informar les populations du budget du conseil (i.e. ressources et emplois)*
 - III. *Permettre aux gens comme vous de participer à la prise de décisions du conseil*
 - IV. *Consulter les autres (y compris les chefs coutumiers, la société civile, la communauté) avant de prendre des décisions*
 - V. *Offrir des moyens efficaces de gestion de plaintes relatives aux conseillers ou fonctionnaires*
 - VI. *Garantir que les ressources locales sont utilisées à des fins publiques et non pour des intérêts privés*
- (% qui ont répondu « mal » ou « plutôt mal »)

Figure 3: Perception de la corruption des élus locaux



La question posée aux répondants: *Selon vous, combien de des conseillers municipaux/communaux sont impliqués dans des affaires de corruption, ou n'êtes-vous pas assez familiers avec eux pour donner votre opinion?*

Figure 4: Engagement/contrôle citoyen



La question posée aux répondants: *Qui devrait être responsable de s'assurer qu'une fois élus, les conseillers municipaux/ communaux font leur travail? (% qui ont répondu « les électeurs »)*

Pour plus d'informations, veuillez contacter:

Richard HOUSSOU
Téléphone: 95196588
Email: richelix@yahoo.fr

Veuillez consulter:
www.ireep.org
www.afrobarometer.org

Veuillez nous suivre sur Facebook et Twitter @Afrobarometer.